

Print

Grèce : «La faim triomphera»

De [Gabriel Nadeau-Dubois](#)

Global Research, juin 28, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/grece-la-faim-triomphera/5458887>



Au bord du gouffre financier et à quelques heures d'un défaut de paiement, la Grèce, vers qui tous les yeux sont tournés, a fasciné l'étudiant et essayiste Gabriel Nadeau-Dubois, qui s'y est rendu à titre d'observateur. Dans ce texte exclusif au *Devoir*, il livre ses impressions.

Autour des banques et des guichets automatiques d'Athènes, des journalistes étrangers font le guet, caméras à l'épaule, dans l'intention de capter des scènes spectaculaires de ruée vers les banques. Ils finissent par partir, déçus. Car malgré une précarité bien réelle et une effervescence politique palpable, les Grecs ont rapproché leur quotidien. Comme s'ils s'étaient habitués, après des années de crise et d'instabilité, à vivre dans un état de tension permanente, mais tranquille.

On ne s'habitue jamais vraiment à la misère, mais avec le temps, les sociétés apprennent à l'administrer. Dans les quartiers centraux de la capitale hellène, certaines scènes de dépouillement extrême ont disparu. « *Maintenant, je n'ai plus à sauter par-dessus des familles entières qui dorment dans la rue pour entrer au boulot* », soupire Theodora Kotsaka, politologue et chercheuse à l'Institut Poulanzas, *think tank* associé au parti de gauche Syriza, au pouvoir depuis janvier 2015. « *Nous avons appris à gérer la pauvreté. Des réseaux de solidarité communautaires ont été mis en place pour soulager les gens. Il y a de l'entraide. Sinon, les plus pauvres ont tout simplement été déplacés dans des ghettos plus périphériques. Mais la précarité reste une réalité concrète pour une partie importante de la population grecque.* »

Il y a une dizaine de jours, preuve que le désespoir et l'austérité font encore des victimes, une mère de 68 ans et son fils de 32 ans se sont suicidés. Pris à la gorge, fatigués de se battre pour le peu de dignité qui leur restait encore, ils se sont jetés, ensemble, du haut de leur appartement. Les apparences sont parfois trompeuses : la Grèce souffre.

Une politique sous tension

Venetia, 22 ans, fait partie d'une génération qui sait que son avenir est sombre et qui a décidé de rester pour se battre. À l'été 2011, lorsque sa famille a été happée de plein fouet par les mesures d'austérité imposées par la troïka, elle est descendue dans les rues avec des milliers d'autres Grecs de tous les âges et de tous les milieux, occupant les places publiques pendant des semaines. Depuis, elle n'a plus jamais arrêté de militer. Membre de l'aile gauche de Syriza, elle critique sévèrement son chef, Alexis Tsipras : « *Il sous-estime le peuple grec. Dans chaque maison, il y a un chômeur. Nous sommes prêts à faire ce qu'il faut pour sortir de la politique des mémorandums.* » Questionnée sur les conséquences économiques imprévisibles — et potentiellement catastrophiques, selon certains — d'une sortie de son pays de la zone euro, elle répond du tac au tac, en visant des créanciers européens : « *C'est imprévisible pour eux aussi ! Syriza doit rester ferme, sinon il perdra le pouvoir !* »

De plus en plus de députés au sein du fragile gouvernement de coalition dirigé par Alexis Tsipras partagent son avis. Dans les derniers jours, plusieurs d'entre eux ont ouvertement critiqué l'offre déposée lundi par Athènes à ses créanciers, et qui représentait à plusieurs égards un recul

important par rapport aux engagements électoraux du parti. C'était le prix que le premier ministre hellène était prêt à payer pour revenir au pays avec une entente, mais la réponse des « partenaires » européens a été impitoyable. En quelques coups de plume à l'encre rouge, ils ont réclamé des négociateurs grecs des réformes massives des retraites, qu'ils savent pertinemment être politiquement suicidaires pour le gouvernement. À quelques heures d'un défaut de paiement, Tsipras se retrouve face à un dilemme terrible : plier, comme l'ont fait les politiciens grecs avant lui, ou tenir tête, et risquer la sortie de la zone euro.

Dans une annonce en pleine nuit vendredi, le premier ministre a sorti un as de sa manche en déclarant qu'il reviendrait plutôt au peuple grec lui-même de décider du sort de l'accord avec les créanciers. Dimanche 5 juillet, les Grecs se prononceront donc par référendum sur l'entente négociée, une manoeuvre politique qui pourrait teinter les négociations en cours jusqu'à samedi soir.

« De plus en plus de militants et d'élus de Syriza sont prêts pour un " Grexit ", mais ils oublient trop souvent qu'une majorité de Grecs est encore profondément attachée à l'Europe », analyse Vassilis Kosmopoulos, documentariste et observateur de longue date de la scène politique grecque, rencontré dans un restaurant de la capitale.

Bien qu'un récent sondage donnait 48 % d'appui au gouvernement Tsipras au sein de la population, il insiste pour dire qu'il ne faut pas être berné par cette popularité surprenante : *« Le vote de Syriza est plus volatil que celui des partis traditionnels. Tsipras sait que son gouvernement est fragile et c'est pourquoi il cherche actuellement à gagner du temps, afin de consolider son pouvoir. »*

Preuve d'une augmentation de la pression sur le gouvernement de Syriza, les manifestations s'intensifient dans les rues d'Athènes. Opposants de droite, opposants de gauche ou partisans du gouvernement s'alternent presque chaque jour devant le parlement, à la place Syntagma, lieu historique de mobilisation du peuple grec depuis la libération de l'occupant nazi en 1944.

Un paradoxe intenable

La situation difficile dans laquelle se trouve le gouvernement Tsipras reflète le paradoxe profond qui caractérise la société grecque. Dans plusieurs esprits, la participation à l'union monétaire européenne est encore perçue comme le signe d'une appartenance à la famille européenne, synonyme de modernité et de prospérité.

Nikos Raptis, 86 ans, n'a jamais été membre d'un parti politique même s'il s'est toujours considéré comme militant et qu'il connaît l'histoire de son pays comme personne. Attablé au chic Café d'Athènes, qu'il nous présente comme *« le lieu de rencontre de l'élite grecque depuis 30 ans »*, il nous parle avec passion de son peuple et de ses contradictions. *« Notre identité nationale, à tort ou à raison, s'est en partie fondée sur l'idée selon laquelle nous sommes le berceau de la civilisation occidentale. Pour plusieurs, surtout les jeunes de la génération de Tsipras, l'Europe apparaît aujourd'hui comme l'incarnation de cette origine. Être expulsé de la zone euro serait interprété par beaucoup de Grecs comme un désaveu, une punition. »*

Pourquoi la Grèce a donc élu, pas plus tard qu'en janvier et dans une proportion historiquement significative, un parti qui se démarquait justement par son ton combatif envers les créanciers européens ? *« C'est ça la tension, la contradiction, l'antithèse ! En votant pour Syriza, les Grecs ont renoué avec leur longue tradition de gauche et de résistance »,* s'exclame celui qui se rappelle encore avoir fêté le départ des nazis d'Athènes à l'âge de 14 ans. *« Ils ont voulu mettre fin au régime des mémorandums et ils avaient raison, évidemment ! Mais s'ils veulent vraiment en finir avec la spirale de l'austérité et la dictature de Berlin, ils devront un jour ou l'autre faire leur deuil de l'Europe néolibérale, ou au moins de la zone euro. Ils ne peuvent pas avoir les deux. »*

Lequel choisiront-ils le moment venu ? *« Il y a un troisième facteur ! C'est lui qui déterminera, à la fin, le choix que feront les Grecs,* lance le vieux militant en prenant un air sage. *La faim. Comme toujours, la faim triomphera. Si pour remplir leurs estomacs les Grecs doivent sortir*

de “ l’Euro ”, ils le feront. Quelles que soient les conséquences. »

Gabriel Nadeau-Dubois

Copyright © 2015 Global Research